

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2025

Conseil Scientifique des Iles de Lérins

Association Loi de 1901,
Agréée « Protection de l'Environnement » et
« Recherches et Développement »

11, avenue du Commandant Bret – 06400 Cannes
04.92.99.22.40 / 06.64.28.28.36- csil@free.fr

JUIN 2026

CSIL
CONSEIL SCIENTIFIQUE
DES ILES DE LÉRINS

Ordre du jour

ASSEMBLEE GENERALE DU CSIL
Du 1er juillet 2026 - 16h30

16h30 : Accueil des participants

Ordre du jour de l'Assemblée Générale pour adoption

1. Procès verbal de la dernière Assemblée Générale pour approbation
2. Rapport moral du président
3. Bilan des actions 2025 pour approbation
4. Comptes 2025 pour approbation
5. Présentation des actions 2026
6. Budget prévisionnel 2026 pour adoption
7. Questions diverses

18h00 : Clôture de l'Assemblée Générale

Luc ARIBAUD
Président du CSIL



I. IDENTITE ET POSITIONNEMENT DU CSIL

1. Rapport moral du président

Mesdames, messieurs, salariés, partenaires, chers amis, adhérents,

Je vous souhaite la bienvenue pour notre assemblée générale 2026 où nous pourrons échanger sur l'activité 2025 ainsi que sur les projets de l'année en cours et au-delà bien sûr.

Je veux tout d'abord remercier l'ensemble de nos partenaires pour leur contribution et leur soutien et en tout premier lieu, la ville de Cannes qui nous accueille cette année encore dans ce très bel endroit qu'est la capitainerie du Port Canto.

Et vous voudrez bien m'excuser si j'en oublie, ces remerciements vont aussi aux communautés d'agglomération de Cannes Pays de Lérins, de Sophia Antipolis et du Pays de Grasse, au Conseil Départemental, la région SUD - Provence Alpes Côte d'Azur, à l'Agence de l'Eau RMC, l'ARS Paca, la principauté de Monaco, aux collectivités de Cap d'Ail, Saint Laurent du Var, Cagnes sur mer, Villeneuve Loubet, Antibes, Mandelieu, sans oublier les partenaires privés qui nous confient des études, comme Suez, Thalès ou Aquafrais Cannes, par exemple ou qui se joignent à nous pour les réaliser, mais aussi bien sûr, aux universités de Toulon, Aix-Marseille, Nice-Sophia et leur réseaux de chercheurs, scientifiques de l'IFREMER, de l'Institut Océanographique Paul Ricard, de l'institut Océanographique de Monaco, de l'Observatoire Océanologique de Villefranche sur Mer, aux bénévoles et associations comme Méditerranée 2000, le CPIE, ou encore NaturDive ou Surfrider Foundation avec qui nous avons grand plaisir à travailler, tous impliqués dans la préservation de la biodiversité et la protection des océans.

Les efforts déployés tout au long de cette année 2025 ont permis de retrouver une sécurité budgétaire.

Cette situation favorable a permis de valoriser notre expertise par des échanges avec d'autres scientifiques sur des projets communs et approfondir la formation de notre personnel permanent (qualification niveaux de plongée) ainsi que l'accueil de nombreux stagiaires.

Fidèle à nos valeurs nous avons pu ainsi :

- Travailler sur des approches innovantes
- Développer de nouveaux projets de recherche appliquée
- Renforcer l'activité de suivi environnemental.

Et tout ceci est avant tout le résultat de la mobilisation de notre équipe permanente, Stéphanie et Damien que je tiens à remercier tout particulièrement.

L'activité 2025 c'est toujours le même difficile équilibre à trouver entre le temps passé sur la gestion administrative du quotidien, les dossiers de candidature aux appels à projet et la réalisation des études.

Parmi celles-ci, je pense en particulier à EPIC financée par le programme Interreg Maritimo EPIC (un marE Privo dI plastiCa) qui mobilise 16 partenaires dont le CSIL afin de lutter contre la pollution plastique.

Mais aussi aux suivi environnementaux des fermes aquacoles ou des stations d'épuration des bassins cannois et grassois.

Ce sont également de nouveaux projets comme celui de la restauration des grandes nacres en méditerranée ou l'étude de la macro-faune dans les banquettes de posidonie

Et tout au long de l'année, l'organisation d'opérations de sensibilisation à la protection du milieu marin, de conférences, d'évènements scientifiques ou à vocation pédagogique (campagnes Inf'eau Mer, semaine de l'océan à THALES, salon Mare Nostrum…)

Ce fut aussi l'occasion d'accompagner pour la 2ème fois Noam Yaron dans sa tentative de nager non-stop de Calvi à Monaco en assurant le suivi scientifique et recueil de données dans cette zone du sanctuaire Pélagos.

Mais après tout cela, rien de bien nouveau pour la méditerranée.

En mai 2026 la hausse des températures sur certaines zones du bassin méditerranéen s'établit à +6°C par rapport aux moyennes saisonnières suivant les enregistrements du Copernicus Marine Service.

Les grands bouleversements climatiques s'imposent à nous dans un contexte géopolitique en pleine ébullition. Mais les urgences environnementales passent loin derrière ces terribles agressions qui mettent à feu et à sang des pays si proches de nous. Notre démocratie est prise en otage par des faiseurs de guerre sans que l'on puisse voir une issue prochaine.

Dans un tel contexte nous nous devons de maintenir le cap. Quelque soit notre modeste contribution à la préservation de l'environnement marin, elle est essentielle, salutaire et estimable.

Nous devons continuer à promouvoir à notre niveau les engagements pris par les différents pays au cours de l'UNOC l'année passée.

Le travail de recherche scientifique que nous menons au CSIL participe de cette mobilisation.

Encore une petite minute pour vous parler de nos comptes avec une bonne nouvelle puisque nous avons clôturé l'année avec un excédent de 47 712€.

C'est le résultat du travail mené par notre « dream team » et je les en remercie chaleureusement.

Stéphanie va maintenant nous présenter en détail les différents travaux et projets qui nous ont occupés durant l'année passée et qui pour certains nous occuperont encore à l'avenir.

Je vous rappelle que seuls les membres adhérents à jour de leur cotisation 2026 sont appelés à voter les différentes résolutions qui seront présentées.

Je vous remercie à toutes et à tous pour la confiance que vous nous gardez et la mobilisation qui est la vôtre pour la préservation de la biodiversité marine et dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Pour suivre nos différentes activités, je vous invite à nous rejoindre sur Instagram, sur notre page FaceBook , « Conseil Scientifique des Iles de Lérins », ou sur notre site web « https://www.csil-cannes.com»

Luc ARIBAUD
Président du CSIL



2. Axes stratégiques du CSIL

Axe 1 - Expertise environnementale et appui aux territoires

Le CSIL poursuit son rôle d'expert scientifique auprès des collectivités et des acteurs privés, en réalisant des études d'impact et des suivis environnementaux conformes aux exigences réglementaires (DCE, suivis STEP, aquaculture).

Objectifs :

- garantir une évaluation fiable de l'état écologique des milieux
- accompagner les gestionnaires dans la prise de décision
- contribuer à la réduction des pressions anthropiques

Axe 2 - Recherche scientifique appliquée

Le CSIL développe et participe à des projets de recherche visant à améliorer la connaissance des écosystèmes marins et littoraux.

Objectifs :

- produire des données scientifiques exploitables
- développer des approches innovantes (suivis multi-paramètres)
- contribuer à des programmes nationaux et européens (ex : EPIC)

Axe 3 - Sensibilisation et diffusion des connaissances

Le CSIL renforce ses actions de sensibilisation auprès du grand public, des scolaires et des acteurs économiques.

Objectifs :

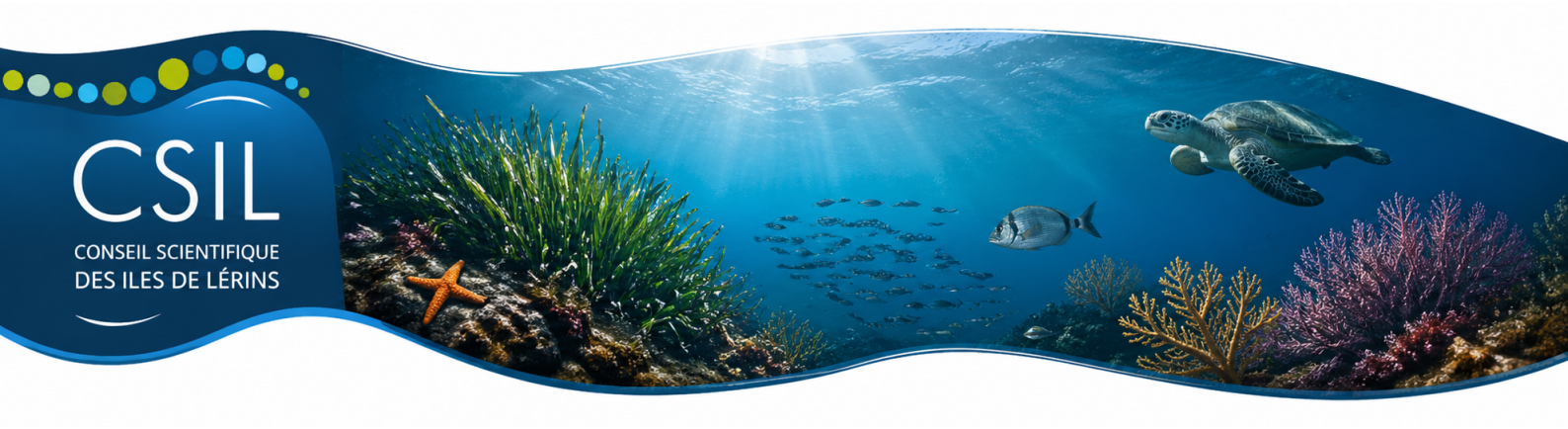
- transmettre les connaissances scientifiques
- favoriser les changements de pratiques
- renforcer l'appropriation des enjeux environnementaux

Axe 4 - Robustesse et développement

Le CSIL poursuit une stratégie active de réponse aux appels à projets et de diversification de ses financements.

Objectifs :

- assurer la viabilité économique de la structure
- renforcer les partenariats scientifiques et institutionnels
- développer des projets structurants à moyen et long terme



II. ACTIVITES SCIENTIFIQUES

1. Etudes réglementaires et suivis environnementaux

Suivi IBGN/IBD La Brague T9 : Impact de la station d'épuration des Bouillides sur la Brague (étude physico chimiques et biologiques)

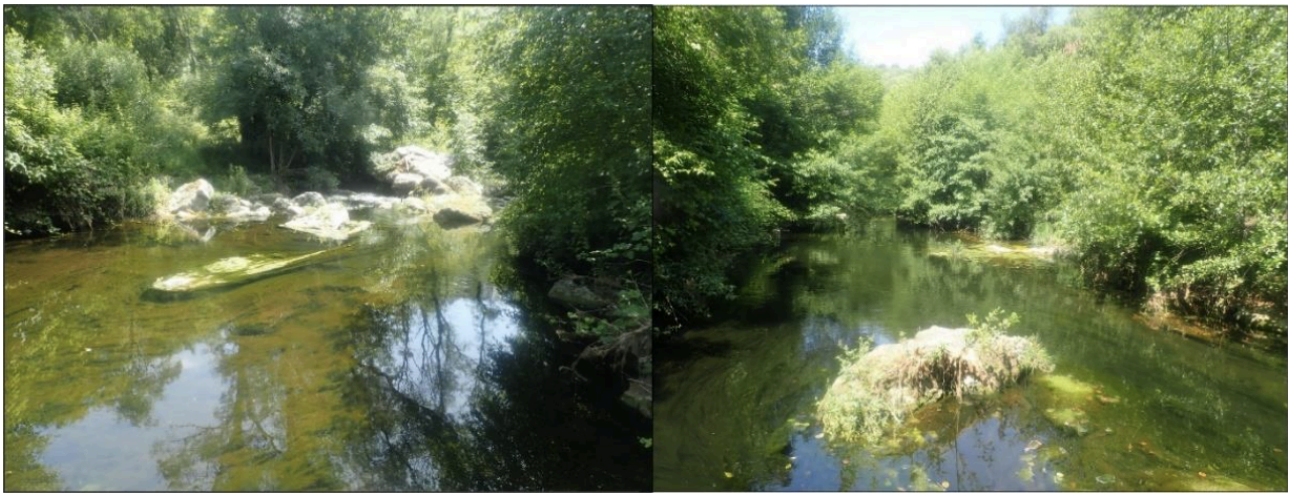
L'étude réalisée en 2025 sur la station T9 de la Brague avait pour objectif d'évaluer l'impact des rejets de la station d'épuration des Bouillides sur la qualité écologique du cours d'eau, conformément aux exigences de la Directive Cadre sur l'Eau et à l'arrêté préfectoral en vigueur. La campagne de terrain a été menée le 6 juin 2025 dans des conditions hydrologiques favorables, sur un tronçon situé en aval direct de la station. L'évaluation repose sur une approche multi-indicateurs intégrant des mesures physico-chimiques in situ, ainsi que l'analyse des compartiments biologiques à travers les macroinvertébrés (IBG-DCE et I2M2), les diatomées (IBD) et les peuplements piscicoles (IPR), selon les protocoles normalisés en vigueur.

Les résultats physico-chimiques indiquent une très bonne qualité pour la majorité des paramètres mesurés, notamment en ce qui concerne la température, la conductivité et l'oxygène dissous, tandis que le pH correspond à une classe de bonne qualité, traduisant une apparente stabilité du milieu sur le plan chimique. En revanche, les indicateurs biologiques mettent en évidence une dégradation significative de la qualité écologique. L'analyse des macroinvertébrés montre une qualité moyenne selon l'IBG (EQR ≈ 0,63), mais un état écologique mauvais selon l'indice I2M2 (0,1353), désormais référence réglementaire. Cette dégradation s'explique par une faible richesse spécifique et une forte dominance de taxons tolérants à la pollution organique, tels que les asellidae et les chironomidae, associés à des stratégies de vie caractéristiques des milieux perturbés. Les diatomées confirment cette tendance, avec une qualité médiocre (IBD EQR ≈ 0,50), marquée par une dominance d'espèces tolérantes et une forte affinité pour des conditions eutrophes, indiquant un enrichissement du milieu en nutriments et en matière organique.

Le compartiment piscicole présente quant à lui une qualité globalement bonne selon l'IPR, avec un peuplement cohérent avec le contexte écologique local et la présence d'espèces caractéristiques, dont l'anguille européenne, ainsi que des indices de reproduction active pour certaines espèces. Toutefois, la structure du peuplement révèle des densités relativement élevées d'espèces tolérantes et omnivores, traduisant un certain déséquilibre écologique. Par ailleurs, les observations de terrain, notamment la présence importante d'algues filamenteuses couvrant environ 65 % du substrat, renforcent le diagnostic d'un enrichissement excessif du milieu.

Dans l'ensemble, les résultats mettent en évidence un décalage marqué entre une qualité physico-chimique satisfaisante et un état biologique dégradé, traduisant une pression chronique sur le milieu. Cette situation est très probablement liée aux apports organiques issus de la station d'épuration, qui perturbent le fonctionnement écologique du cours d'eau en favorisant les espèces tolérantes au détriment des communautés plus sensibles. Bien que les indicateurs montrent une amélioration partielle par rapport à la dégradation observée en 2024 à la suite d'un dysfonctionnement ponctuel, l'état écologique global de la Brague reste altéré selon les indicateurs

les plus intégrateurs, en particulier l'I2M2 et l'IBD, soulignant la persistance de pressions significatives sur le milieu.



Conditions hydrologiques - station T9.

Suivi IBGN/IBD Grand Vallon : Impact de la station d'épuration de la Paoute sur le Grand Vallon (étude physico chimiques et biologiques)

L'étude menée en 2025 sur le Grand Vallon et la Mourachonne avait pour objectif d'évaluer l'impact des rejets de la station d'épuration de la Paoute sur la qualité physico-chimique, biologique et bactériologique du milieu récepteur, dans la continuité du suivi engagé depuis 1995 et conformément aux exigences de la Directive Cadre sur l'Eau. La campagne de terrain a été réalisée le 15 octobre 2025 sur trois stations, dont une située en aval immédiat du rejet de la STEP et une en aval plus éloigné, permettant de caractériser à la fois l'impact direct et l'évolution des masses d'eau en aval. À noter que la station amont était en assec lors de la campagne, et que les conditions hydrologiques étaient fortement contraintes, avec une absence d'écoulement sur certains secteurs, rendant le milieu largement dépendant des apports anthropiques.

L'évaluation repose sur une approche multi-paramètres incluant des mesures physico-chimiques in situ, des analyses en laboratoire (matière organique, nutriments, bactéries indicatrices), ainsi que des analyses biologiques basées sur les macroinvertébrés (IBG-DCE, I2M2) et les diatomées (IBD), conformément aux protocoles normalisés. Les résultats physico-chimiques mettent en évidence une dégradation majeure de la qualité des eaux au niveau de la station située en aval immédiat de la STEP, caractérisée par des concentrations très élevées en carbone organique total (23,63 mg C/l), en azote total (37,9 mg N/l) et en ammonium (45,36 mg NH_4/l), traduisant un apport massif de matière organique et une absence quasi totale de nitrification. Cette situation est également associée à des concentrations extrêmement élevées en bactéries indicatrices de contamination fécale, notamment *Escherichia coli* et entérocoques, confirmant une pollution d'origine anthropique très marquée.
En aval plus éloigné, une amélioration relative est observée avec une diminution des concentrations en matière organique et en bactéries, mais les paramètres azotés restent élevés, traduisant une pression persistante sur le milieu. Les formes oxydées de l'azote (nitrates) deviennent dominantes, indiquant une reprise partielle des processus de nitrification, bien que la

présence simultanée d'ammonium et de nitrites révèle un fonctionnement encore perturbé. Par ailleurs, certaines stations présentent des niveaux d'oxygénation faibles et une accumulation de matières en suspension, traduisant des conditions hydrologiques dégradées et une faible capacité de dilution.

Les analyses biologiques confirment ce diagnostic, avec des peuplements de macroinvertébrés fortement déséquilibrés et dominés par des taxons polluotolérants au niveau des stations impactées. En aval immédiat de la STEP, la qualité est classée moyenne selon l'I2M2 mais mauvaise selon l'IBG-DCE, avec une très faible diversité spécifique et une dominance marquée de Chironomidae, caractéristiques des milieux enrichis en matière organique. Plus en aval, la situation apparaît encore plus dégradée, avec un état écologique mauvais selon l'I2M2, traduisant une altération importante du fonctionnement biologique du milieu et une forte pression environnementale.

L'interprétation des résultats met en évidence une influence directe et significative des rejets de la station d'épuration sur le milieu récepteur, particulièrement marquée en conditions d'étiage où le débit naturel est insuffisant pour assurer une dilution efficace. La campagne 2025 se distingue par une dégradation exceptionnelle des paramètres, liée à un contexte particulier de fonctionnement de la STEP, qui faisait l'objet d'une opération de maintenance sur une ligne de traitement, entraînant une altération temporaire des performances de nitrification. Cette situation a conduit à des rejets fortement chargés en formes azotées réduites et en matière organique, impactant directement la qualité écologique du milieu.

Dans l'ensemble, les résultats montrent que, malgré une amélioration partielle observée certaines années, le système reste très sensible aux dysfonctionnements de la station et aux conditions hydrologiques, avec un état écologique globalement dégradé sur les stations aval. Cette étude confirme le rôle prépondérant des rejets de la STEP dans le fonctionnement du Grand Vallon et souligne la nécessité d'un suivi renforcé et d'une maîtrise rigoureuse des performances de traitement afin de limiter l'impact sur les milieux aquatiques.





Conditions hydrologiques - station 2.

Suivi IBGN/IBD Vallon Saint Antoine : Impact de la station d'épuration Roumiguières sur le Vallon Saint-Antoine (étude physico chimiques et biologiques)

L'étude réalisée en 2025 sur le Vallon Saint-Antoine vise à évaluer l'impact des rejets de la station d'épuration de la Roumiguières sur le milieu récepteur, dans la continuité des suivis engagés depuis 2008. La campagne de terrain a été effectuée le 15 octobre 2025 sur deux stations : une située en aval immédiat du rejet et une seconde en aval plus éloigné, permettant d'analyser à la fois l'impact direct de la STEP et la capacité de résilience du cours d'eau. Le contexte hydrologique est fortement contraint, avec un cours d'eau en assec en amont du rejet, rendant le milieu largement dépendant des apports de la station.

L'évaluation repose sur une approche multi-paramètres intégrant des mesures physico-chimiques in situ, des analyses en laboratoire (matière organique, nutriments, bactéries) et des analyses biologiques fondées sur les macroinvertébrés (IBG-DCE, I2M2) et les diatomées (IBD). Les résultats physico-chimiques mettent en évidence une dégradation marquée de la qualité de l'eau au niveau de la station située en aval immédiat du rejet. Les concentrations en azote total atteignent 10 mg N/l, associées à des niveaux élevés d'ammonium (4,71 mg NH_4/l) et de nitrites (8,73 mg NO_2/l), traduisant une forte charge organique récente et un dysfonctionnement du processus de nitrification. Les phosphates présentent également des valeurs élevées (1,51 mg PO_4/l), confirmant une pression nutritive importante et un risque d'eutrophisation.

Les paramètres d'oxygénation indiquent une qualité moyenne en aval immédiat, cohérente avec une consommation d'oxygène liée à la dégradation de la matière organique. En revanche, les matières en suspension restent faibles, ce qui suggère que la dégradation est principalement liée à des apports dissous plutôt qu'à une charge particulaire. Les analyses bactériologiques ne révèlent pas de contamination majeure, avec des niveaux globalement modérés pour les indicateurs fécaux.

En aval plus éloigné, une amélioration nette de la qualité est observée. Les concentrations en ammonium deviennent quasi nulles, les nitrites disparaissent et les paramètres organiques diminuent fortement, traduisant une reprise efficace des processus d'auto-épuration. Toutefois, les nitrates restent présents à des concentrations non négligeables, indiquant une transformation des formes réduites de l'azote plutôt qu'une disparition complète de la pression azotée. Cette dynamique confirme un fonctionnement classique de dilution et de nitrification en aval du rejet.

Les analyses biologiques confirment cette structuration de l'impact. En aval immédiat, le peuplement de macroinvertébrés est fortement dégradé, avec une qualité moyenne selon l'I2M2 et mauvaise selon l'IBG-DCE. La communauté est dominée par des taxons polluotolérants, notamment les Chironomidae (56,8 %) et les Dugesiidae (28,1 %), traduisant une forte charge organique et une faible diversité écologique. Les métriques biologiques indiquent une communauté déséquilibrée, peu diversifiée et adaptée à des conditions perturbées.

En aval plus éloigné, la qualité biologique s'améliore, avec un état moyen selon l'I2M2 et bon selon l'IBG-DCE. Le peuplement reste toutefois marqué par une dominance de taxons tolérants, même si des espèces polluosensibles apparaissent, indiquant une amélioration partielle du milieu mais une

pression encore présente. Cette coexistence traduit des apports organiques intermittents et une capacité de dilution du système.
Les résultats issus des diatomées confirment cette analyse, avec des peuplements dominés par des espèces eutrophes et tolérantes à la matière organique, tant en aval immédiat qu'en aval éloigné, indiquant une contamination organique marquée et une forte disponibilité en nutriments. L'analyse interannuelle met en évidence une variabilité importante de l'impact de la STEP, avec une dégradation notable en 2025 après une amélioration observée en 2024. Cette variabilité est principalement liée aux performances de traitement de la station et aux conditions hydrologiques.

Dans l'ensemble, l'étude met en évidence une influence directe et significative des rejets de la STEP de Roumiguières sur le Vallon Saint-Antoine, particulièrement marquée en période d'étiage où le cours d'eau dépend fortement des apports de la station. Si une capacité de résilience est observée en aval, l'état écologique reste globalement dégradé à proximité du rejet, soulignant la sensibilité du milieu aux apports organiques et azotés et la nécessité d'un contrôle rigoureux des performances de traitement.





Conditions hydrologiques - station 2.

Suivi émissaire Aquaviva : Inspection visuelle de l'émissaire de la station de Cannes et état de santé des herbiers de posidonie aux alentours.

L'étude réalisée en 2025 par le CSIL constitue le quatrième suivi de l'émissaire en mer de la station d'épuration Aquaviva, infrastructure mise en service en 1973 et modernisée en 2020 afin d'améliorer la gestion des eaux usées de l'agglomération cannoise. L'émissaire, long d'environ 830 m, permet le rejet des effluents traités au large, jusqu'à une profondeur maximale de 84 m, dans une zone interdite au mouillage. La mission visait à vérifier l'état structurel de la canalisation et le fonctionnement de la zone de diffusion, conformément aux exigences réglementaires, ainsi qu'à établir un diagnostic écologique du secteur

Le suivi s'est appuyé sur une inspection en plongée sous-marine sur 734 m de canalisation visible, depuis le débouché à 23 m de profondeur jusqu'à la zone des diffuseurs entre 75 et 84 m. L'ensemble du linéaire a fait l'objet d'une couverture vidéo et photographique détaillée, complétée par des observations techniques, écologiques et des pressions anthropiques.
D'un point de vue structurel, la canalisation présente un bon état général sur toute sa longueur, sans anomalie notable de type fuite, rupture ou déformation. Elle est constituée de tronçons béton âme tôle de 60 m assemblés, reposant en partie dans une souille ensablée puis directement sur le fond marin. La zone de diffusion terminale, longue d'environ 75 m, comprend 15 diffuseurs répartis de part et d'autre de la canalisation, permettant une dispersion alternée des effluents.

En 2025, le fonctionnement de l'émissaire est globalement satisfaisant, avec 13 diffuseurs actifs sur 15. Le diffuseur 11 ne rejette pas d'eau et le diffuseur 14 est totalement obstrué, probablement depuis l'origine. À l'inverse, le diffuseur 1, précédemment dysfonctionnel en 2019, est à nouveau opérationnel. Les rejets observés sont relativement clairs et peu chargés en macrodéchets, traduisant une bonne qualité du traitement en amont.

L'inspection met toutefois en évidence plusieurs pressions anthropiques significatives le long de l'émissaire. De nombreux filets de pêche perdus sont présents sur toute la canalisation, parfois sur plusieurs mètres, malgré l'interdiction réglementaire de pêche dans la zone. Des macrodéchets divers (pneu, poubelle, bâche, amas de détritus) ont également été observés à différentes profondeurs. Ces éléments témoignent d'une fréquentation persistante du secteur et constituent des risques pour l'intégrité de l'ouvrage et du milieu.

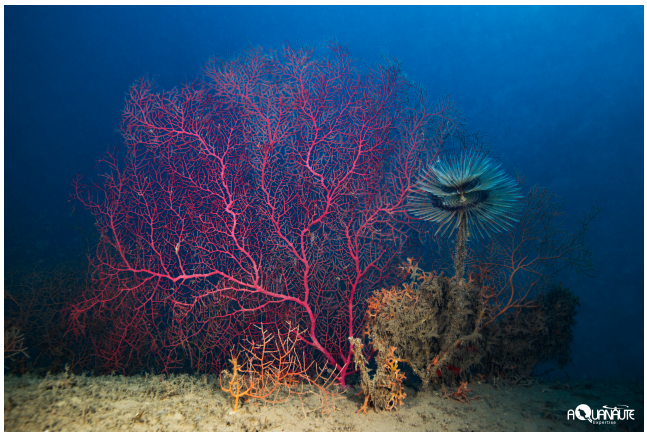
Des phénomènes d'ensablement ont également été identifiés, principalement entre 60 et 80 m de profondeur, avec des accumulations de sédiments pouvant localement recouvrir partiellement la canalisation. Ces dynamiques sédimentaires, probablement liées à la courantologie, peuvent modifier les conditions écologiques locales et nécessitent une surveillance afin d'écarter tout risque de fragilisation structurelle.

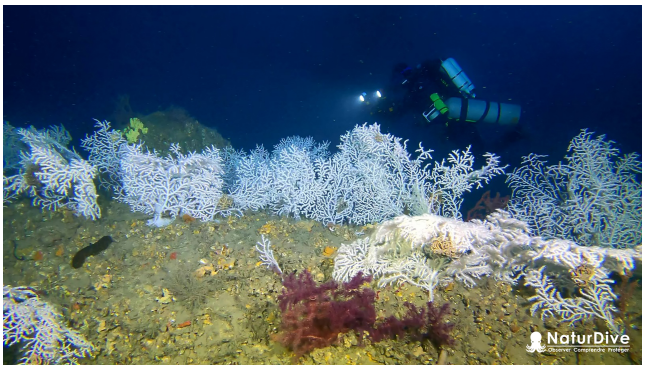
Sur le plan écologique, l'émissaire joue un rôle structurant majeur. En contraste avec les fonds environnants majoritairement sablo-vaseux et pauvres, la canalisation constitue un substrat dur colonisé par une biocénose riche de type coralligène. Elle supporte une forte diversité d'organismes benthiques, incluant éponges, cnidaires, bryozoaires, tuniciers et macrofaune mobile. Les gorgones y sont particulièrement abondantes dès 23 m de profondeur, formant des peuplements caractéristiques des milieux méditerranéens structurés.

La diversité spécifique observée est élevée, avec la présence d'espèces communes mais aussi d'espèces remarquables ou indicatrices. La présence d'organismes sensibles tels que *Spongia officinalis*, *Sabella spallanzanii* ou certains bryozoaires traduit une qualité environnementale globalement favorable. Des espèces vulnérables ou patrimoniales comme *Paramuricea clavata*, *Palinurus elephas* ou *Centrostephanus longispinus* ont également été recensées, indiquant un habitat relativement préservé. La forte abondance du gorgonocéphale (*Astrospartus mediterraneus*), espèce rare en concentration, constitue un élément notable du suivi.

L'absence d'espèces invasives et la présence d'indices de reproduction (ponte de céphalopodes) confirment la fonctionnalité écologique du site. L'émissaire agit ainsi comme un récif artificiel, augmentant localement la biodiversité et la complexité écologique dans un environnement initialement homogène et peu structuré.

En conclusion, le suivi 2025 met en évidence un bon état fonctionnel de l'émissaire Aquaviva, tant sur le plan technique que sur la qualité des rejets. L'impact écologique direct apparaît limité, avec un milieu marin localement enrichi et structuré par la présence de l'ouvrage. Néanmoins, les pressions anthropiques (pêche illégale, déchets) et les phénomènes d'ensablement constituent des facteurs de vigilance. Le maintien de la qualité écologique et de l'intégrité de l'émissaire repose sur un suivi régulier et un renforcement des mesures de surveillance du secteur.





Biodiversité benthique - Aquaviva.

Suivi trimestriel de la qualité des eaux autour des fermes aquacoles d'Aquafrais Cannes

Soucieuse de l'impact sur l'environnement de son activité, la société Aquafrais Cannes a fait appel au Conseil Scientifique des Iles de Lérins pour la réalisation d'un suivi trimestriel de la qualité de l'eau dans et en dehors des cages d'élevage. Le suivi consiste en une analyse trimestrielle des nutriments contenus dans des échantillons d'eau de mer prélevés aux abords de 4 sites de la ferme aquacole de la société AquaFrais Cannes.
Les nutriments analysés sont : les nitrites, les nitrates, l'ammonium et les phosphates.

Ces nutriments sont naturellement présents dans le milieu principalement via le lessivage des sols, la dégradation de la matière organique et les déjections d'origine humaine et animale. Si les nutriments ne sont pas directement toxiques pour le milieu marin, c'est l'augmentation des flux déversés en zone côtière qui peut être considérée comme une pression à l'origine de nuisances pouvant conduire au phénomène d'eutrophisation.

Les apports excessifs de nutriments sont générés par des apports anthropiques tels que les rejets urbains (stations d'épurations), les rejets domestiques diffus (lessives), les rejets industriels (agro-alimentaire) ou agricoles (engrais, épandages).

Le suivi trimestriel de la qualité de l'eau réalisé en 2025 autour des installations aquacoles d'Aquafrais s'inscrit dans la continuité des campagnes engagées les années précédentes visant à évaluer l'impact potentiel de l'activité sur le milieu marin. Les mesures effectuées au cours des différentes campagnes mettent en évidence une stabilité globale de la qualité de l'eau, sans dérive significative ni altération notable des conditions d'oxygénation. Les variations observées restent

faibles et compatibles avec la variabilité naturelle du milieu, notamment en lien avec les conditions saisonnières. Aucun impact marqué de l'activité aquacole n'est mis en évidence sur la zone étudiée. Comparativement aux résultats obtenus en 2024, la situation apparaît globalement inchangée, confirmant un fonctionnement maîtrisé des installations et une pression environnementale limitée dans le secteur





Installations aquacoles - AquaFrais.

Suivi environnemental du chantier de construction des cages aquacoles – Concession de la Fourmigue (Aquafrais)

L'étude réalisée en 2025 dans le cadre du projet de création de la ferme aquacole sur la concession n°20 dite de la Fourmigue avait pour objectif d'assurer le suivi environnemental du chantier de construction et de vérifier la conformité des opérations aux exigences réglementaires et écologiques, dans un contexte marin à forte sensibilité environnementale. Ce projet s'inscrit dans une démarche de relocalisation et de modernisation des installations existantes d'Aquafrais, avec pour objectif de réduire les impacts à long terme en positionnant les infrastructures dans une zone hydrodynamiquement plus favorable et éloignée des habitats les plus sensibles.

Le suivi s'est déroulé entre septembre et novembre 2025 et a reposé sur un dispositif structuré combinant une présence terrain régulière, un carnet de bord quotidien assurant la traçabilité des opérations, des inspections visuelles des phases critiques ainsi que des contrôles sous-marins réalisés par ROV. Les différentes étapes du chantier ont été suivies, depuis le montage des cages à terre sur la plage de la Siesta, leur mise à l'eau et leur transport maritime, jusqu'à l'installation des systèmes de mouillage et la vérification finale des structures en mer. L'ensemble des opérations a été encadré par des protocoles stricts visant à limiter les impacts sur les habitats marins, notamment les herbiers de Posidonia oceanica et les formations coralligènes, et à prévenir tout risque de pollution.

Les résultats montrent que le chantier s'est déroulé sans impact écologique majeur ni atteinte aux habitats sensibles. Les protocoles d'évitement ont été respectés tout au long des opérations, notamment lors de la pose des ancrages, dont le positionnement a été systématiquement vérifié

afin d'éviter toute interaction avec les biocénoses benthiques. Les épisodes de turbidité observés sont restés localisés et temporaires, les opérations étant suspendues jusqu'au retour à des conditions normales. Aucune pollution ni fuite d'hydrocarbures n'a été détectée, et la gestion des déchets a été conforme aux prescriptions, avec tri, stockage sécurisé et évacuation vers les filières agréées. Le suivi a permis de documenter précisément le déroulement du chantier, avec un total de 53 entrées consignées dans le carnet de bord, 7 anomalies identifiées et 8 mesures correctives mises en œuvre. Ces anomalies, principalement liées à des ajustements techniques lors de la pose des ancrages, ont été corrigées rapidement sans conséquence sur le milieu, illustrant la réactivité des équipes et l'efficacité du dispositif de suivi environnemental. Sur le plan écologique, aucune observation d'espèces sensibles telles que cétacés ou tortues marines n'a été réalisée durant les opérations, malgré une veille active conformément aux exigences du sanctuaire Pelagos. Les contrôles sous-marins ont confirmé l'absence d'impact sur les habitats benthiques, avec des ancrages correctement positionnés, sans remise en suspension significative des sédiments ni contact avec les formations coralligènes.

En conclusion, le suivi environnemental du chantier met en évidence une bonne maîtrise des impacts liés aux opérations d'installation des cages aquacoles. L'ensemble des travaux a été réalisé dans le respect des exigences réglementaires et des enjeux écologiques du site, démontrant la compatibilité du projet avec la préservation des milieux marins. Ce chantier constitue ainsi un exemple de mise en œuvre opérationnelle d'un projet aquacole encadré par un suivi environnemental rigoureux, permettant de limiter efficacement les pressions sur les écosystèmes.





Installations aquacoles - AquaFrais Fourmigue.

Suivi environnemental du chantier de relocalisation des cages aquacoles – Concession N°21 « Ferme de Lérins » (Aquafrais)

L'étude réalisée en 2025 dans le cadre de la relocalisation et de la modernisation de la concession aquacole n°21, dite « Ferme de Lérins », avait pour objectif d'assurer un suivi environnemental complet du chantier dans un contexte marin à très forte sensibilité écologique. Le projet visait l'installation de huit cages circulaires de 16 mètres de diamètre, ancrées sur un système de mouillage à seize points, positionné de manière à éviter toute interaction avec les habitats benthiques sensibles, notamment les herbiers de Posidonia oceanica et les formations coralligènes.

Le chantier s'inscrit dans une logique de modernisation des installations aquacoles d'Aquafrais et de réduction de leur empreinte environnementale, en déplaçant les structures vers une zone plus adaptée sur le plan hydrodynamique et écologique. Il s'est déroulé en mai 2025, depuis la phase de pose des ancrages jusqu'à la mise en place finale des cages, en passant par le montage à terre sur la plage de la Siesta et les transferts maritimes vers le site situé au nord de l'île Sainte-Marguerite.

Le dispositif de suivi environnemental reposait sur une méthodologie rigoureuse combinant un carnet de bord quotidien, des inspections terrain régulières, des contrôles visuels des phases critiques, une surveillance de la mégafaune marine lors des opérations en mer et des vérifications sous-marines via ROV. Quatre visites principales ont structuré ce suivi : pose des ancrages, montage des cages à terre, organisation logistique du chantier et transport maritime des structures. Ces observations ont permis d'assurer une traçabilité complète des opérations et une réactivité immédiate en cas d'écart.

Les résultats montrent que le chantier s'est déroulé sans impact écologique majeur ni dégradation des habitats sensibles. Les protocoles d'évitement ont été respectés, notamment lors de la pose des ancrages, dont le positionnement a été contrôlé afin de maintenir une distance de sécurité avec les herbiers et les récifs. Les épisodes de turbidité observés sont restés localisés et temporaires, les opérations étant systématiquement interrompues jusqu'à décantation complète. Aucune pollution ni fuite d'hydrocarbures n'a été détectée, et les équipements antipollution étaient présents et fonctionnels sur l'ensemble des navires.

Le suivi quantitatif du chantier met en évidence une bonne maîtrise opérationnelle, avec 34 entrées consignées dans le carnet de bord, 6 anomalies identifiées et 6 mesures correctives mises en œuvre. Ces anomalies concernaient principalement des ajustements techniques (positionnement d'ancrages, gestion de lignes de mouillage, récupération de déchets), et ont été corrigées immédiatement sans incidence sur le milieu.

Sur le plan écologique, aucune observation d'espèces sensibles telles que cétacés ou tortues marines n'a été réalisée durant les opérations, malgré une surveillance active conforme aux exigences du sanctuaire Pelagos. Les contrôles par ROV ont confirmé l'absence d'impact durable sur les habitats benthiques, avec une turbidité limitée dans l'espace et dans le temps, sans effet significatif sur la colonne d'eau ni sur les biocénoses.

La gestion des déchets a été conforme aux prescriptions environnementales, avec tri rigoureux (DIB, recyclables, déchets industriels spéciaux), stockage sécurisé et évacuation vers les filières

agréées. Environ 1000 litres de déchets recyclables ont été collectés et valorisés, sans rejet dans le milieu naturel.

En conclusion, le suivi environnemental du chantier de la concession « Ferme de Lérins » démontre une maîtrise globale des impacts et une conformité aux exigences réglementaires, notamment dans un contexte Natura 2000 et au sein du sanctuaire Pelagos. Ce projet illustre la possibilité de développer une aquaculture moderne en milieu sensible tout en limitant efficacement les pressions sur les écosystèmes marins, grâce à un encadrement environnemental strict et opérationnel.





Installations aquacoles - AquaFrais Ferme de Lérins.

Suivi environnemental de l'herbier de Posidonie – Concession n°8 « La Batterie » (Aquafrais)

L'étude réalisée en 2025 sur la concession aquacole n°8 dite « La Batterie », exploitée par la société Aquafrais Cannes, s'inscrit dans le cadre du suivi réglementaire des habitats benthiques sensibles imposé par la DDTM. Cette concession, localisée en baie de Cannes dans une zone à forte valeur écologique, est caractérisée par la présence d'herbiers de Posidonia oceanica, habitat prioritaire protégé au niveau européen et indicateur clé de la qualité du milieu marin.

L'objectif du suivi était d'évaluer l'état écologique de l'herbier en zone d'influence directe des cages aquacoles et de le comparer à une station témoin située à distance, en s'appuyant sur des indicateurs standardisés : recouvrement, densité de faisceaux, proportion de rhizomes plagiotropes et déchaussement. Deux stations ont été étudiées : une sous les cages à 15 m de profondeur, et une station témoin à 11 m, située à environ 200 m du site.

L'analyse de la limite inférieure de l'herbier met en évidence un contraste marqué entre les deux stations. Sous les cages, la limite est qualifiée de clairsemée, caractérisée par une fragmentation du tapis végétal et une forte présence d'algues brunes opportunistes du genre Dictyota. Cette configuration traduit une instabilité écologique locale, associée à une charge organique élevée et à une turbidité accrue. À l'inverse, la station témoin présente une limite franche, continue et dense, indicatrice d'un herbier stable et fonctionnel.

Les indicateurs de vitalité confirment cette tendance. Le recouvrement moyen est de 53 % sous les cages contre 80 % sur la station témoin, traduisant une prairie plus discontinue et potentiellement dégradée dans la zone d'influence directe de l'activité piscicole. La densité de faisceaux, respectivement de 254 et 310 faisceaux/m², reste cohérente avec la profondeur et ne met pas en évidence d'impact majeur, bien que la station sous cages se situe en limite basse de la classe écologique moyenne.

La proportion de rhizomes plagiotropes reste faible sur les deux stations (inférieure à 30 %), indiquant une dynamique de colonisation limitée et un herbier globalement stable mais peu expansif. Le déchaussement des rhizomes, de l'ordre de 7 à 8 cm, traduit une stabilité sédimentaire modérée sur l'ensemble du secteur, sans différence significative entre zone impactée et zone témoin.

L'élément le plus discriminant reste la présence, sous les cages, d'un tapis dense d'algues brunes pouvant atteindre 20 cm d'épaisseur, recouvrant le substrat entre les faisceaux de posidonie. Ce phénomène est typique d'une eutrophisation locale liée aux apports organiques et constitue un facteur limitant pour la recolonisation de l'herbier, en réduisant la lumière et en modifiant les conditions biogéochimiques du sédiment.

L'analyse globale met en évidence un herbier fonctionnel mais fragilisé sous les cages aquacoles, caractérisé par une structure altérée, une dynamique faible et des signes de pression organique localisée. Toutefois, l'absence de dégradation majeure et la bonne qualité relative de la station témoin indiquent que l'impact de l'exploitation aquacole reste spatialement limité à la zone directement sous les installations.

En conclusion, la concession de « La Batterie » présente un équilibre écologique globalement maintenu, mais sous contrainte. Le maintien d'un suivi régulier est nécessaire afin de détecter d'éventuelles évolutions vers une régression, en particulier à travers le suivi du recouvrement et de la structure de l'herbier, qui apparaissent comme les indicateurs les plus sensibles aux pressions exercées par l'activité aquacole.



Herbiers de posidonie - AquaFrais Ferme de la Batterie.

2. Projets de recherche et programmes scientifiques

2.1 Programmes structurants

Projet EPIC – Réduction des flux de macroplastiques en milieux fluvial et marin

Le projet EPIC (*un marE PrIvo di plastiCa*) est un projet transfrontalier Interreg Marittimo (Italie–France). Ce projet vise à caractériser les flux de macroplastiques transportés par les cours d'eau vers la mer Méditerranée, ainsi qu'à développer et tester des dispositifs de rétention à l'échelle des bassins versants. Dans ce cadre, le Conseil Scientifique des Îles de Lérins (CSIL), en collaboration avec l'Université de Toulon (IM2NP), contribue à la mise en œuvre d'une approche intégrée combinant identification des sources, captation des déchets et analyse physico-chimique des matériaux.

La méthodologie repose sur une phase préalable de caractérisation des bassins versants, incluant l'analyse de l'occupation des sols, des pressions anthropiques et des caractéristiques hydromorphologiques des cours d'eau, afin d'identifier des zones à fort potentiel d'accumulation de déchets. Sur cette base, des dispositifs de captation passifs de type barrages flottants ont été déployés sur plusieurs sites pilotes, notamment sur le Gapeau et le Loup. Ces systèmes font l'objet d'un suivi régulier incluant des contrôles périodiques, des interventions post-crues et des opérations de collecte des déchets, dans des conditions hydrologiques variables.

Les déchets collectés sont ensuite soumis à un protocole d'analyse standardisé incluant tri, classification selon les référentiels européens, et caractérisation physico-chimique en laboratoire. Les premières observations mettent en évidence une forte variabilité spatiale des apports, avec des différences marquées entre bassins versants en fonction des pressions anthropiques. Les plastiques constituent la fraction largement dominante des déchets collectés, majoritairement sous forme de fragments, traduisant un état avancé de dégradation et rendant souvent difficile l'identification de leur usage initial.

Les résultats présentés doivent toutefois être considérés comme préliminaires, le projet étant actuellement en phase de déploiement (année 2 sur 4). Les données acquises à ce stade ne permettent pas encore une quantification robuste des flux de macroplastiques, en raison notamment de l'hétérogénéité des protocoles de déploiement (durée d'exposition, nombre de dispositifs), ainsi que de l'influence des conditions hydrologiques sur l'efficacité de capture. Elles apportent néanmoins des éléments exploratoires sur la distribution spatiale des déchets et leur composition.

En complément du volet fluvial, des interventions ponctuelles de récupération de filets de pêche abandonnés ont été réalisées en milieu marin. Ces opérations visent à limiter les impacts liés à la pêche fantôme et à la dégradation des habitats benthiques, et s'inscrivent dans une approche intégrée des flux de déchets entre les milieux continentaux et marins.

Dans l'ensemble, les travaux engagés dans le cadre du projet EPIC constituent une première étape dans la structuration d'un dispositif d'étude des flux de macroplastiques à l'échelle des bassins versants. La poursuite des suivis, la standardisation des protocoles et l'extension du réseau de sites permettront, à terme, de produire des données quantitatives plus robustes et comparables dans le temps et l'espace.



Barrage sur le Gapeau - EPIC.

Enquête sur la pratique de la pêche de loisir en mer : PECHE AZUR

Le projet Pêche Azur, porté par le Conseil Scientifique des Îles de Lérins, vise à améliorer les connaissances sur la pratique de la pêche de loisir en mer à l'échelle du littoral des Alpes-Maritimes, dans un contexte de déficit de données scientifiques sur cette activité pourtant largement répandue. Il s'inscrit dans une approche intégrée combinant collecte de données, science participative et sensibilisation des usagers aux enjeux de gestion durable des ressources halieutiques.

En 2025, les travaux se sont concentrés sur la mise en œuvre d'une enquête de terrain à l'échelle départementale, reposant sur un protocole standardisé associant questionnaires en face-à-face et diffusion numérique. Cette démarche a permis de recueillir un volume important de données sur les profils des pêcheurs, leurs habitudes de pratique, l'effort de pêche, les captures déclarées ainsi que leur perception de l'état de la ressource et de la réglementation. Le dispositif a également intégré une dimension participative, avec la mobilisation de bénévoles formés et impliqués dans la réalisation des enquêtes, ainsi qu'un volet de sensibilisation à travers la diffusion de supports pédagogiques auprès des pêcheurs rencontrés.

Les résultats obtenus mettent en évidence une pratique régulière, fortement ancrée dans le territoire, majoritairement exercée depuis le littoral et concentrée dans les zones côtières peu profondes. L'analyse des données souligne également l'existence d'un effort de pêche non négligeable à l'échelle cumulée, ainsi qu'une perception partagée par les usagers d'une évolution de la ressource halieutique. Par ailleurs, le projet met en lumière certaines pressions indirectes

associées à la pratique, notamment les pertes de matériel de pêche et l'utilisation d'appâts dont l'origine est parfois méconnue.

Les données acquises reposent en partie sur des déclarations individuelles et doivent être interprétées avec prudence. Elles constituent néanmoins une première base de travail à l'échelle départementale, permettant d'identifier des tendances et d'alimenter la réflexion sur la gestion de la pêche de loisir en Méditerranée.

Le projet Pêche Azur a bénéficié du soutien financier du Département des Alpes-Maritimes, de la Fondation du Crédit Agricole et de la FDVA. Dans la continuité de ces travaux, un nouveau programme intitulé Pacte Azur sera engagé à partir de 2026, avec un financement GALPA, afin de prolonger les actions de suivi, de sensibilisation et d'acquisition de connaissances sur cette thématique.

Projet Grandes nacres – Conservation et restauration de *Pinna nobilis*

Le Conseil Scientifique des Îles de Lérins s'est engagé en 2025 dans un projet de conservation de la grande nacre (*Pinna nobilis*), espèce endémique de Méditerranée aujourd'hui en danger critique d'extinction en raison d'une mortalité massive liée à des agents pathogènes. Ce projet vise à contribuer à la restauration des populations naturelles à travers une approche combinant identification d'individus résistants, analyses génétiques et réimplantation en milieu naturel.

L'année 2025 a été marquée par l'obtention du financement du projet, soutenu par le GALPA et le fonds de dotation Jacques Martel, ainsi que par le lancement des premières phases opérationnelles. Les travaux ont notamment porté sur les premiers prélèvements et le démarrage des analyses génomiques visant à identifier des biomarqueurs potentiels de résistance aux épisodes de mortalité massive. Ces approches s'inscrivent dans une dynamique de recherche plus large visant à mieux comprendre les mécanismes de résistance chez l'espèce et à orienter les stratégies de conservation.

Le projet suit une structuration en plusieurs phases, incluant le séquençage des individus, l'identification de marqueurs génétiques de résistance, puis la sélection d'individus pour des opérations de translocation et de réimplantation. Les premières étapes engagées en 2025 correspondent à la phase de prélèvement et d'analyses en laboratoire, tandis que les phases de cartographie des populations et de réimplantation sont programmées pour les années suivantes, avec des opérations prévues à partir de fin 2026.

À ce stade, les résultats restent préliminaires et ne permettent pas encore de tirer des conclusions sur la distribution des individus résistants ni sur l'efficacité des futures actions de restauration. Le projet se situe en phase de mise en place et de structuration scientifique, avec un fort potentiel de production de connaissances et d'applications opérationnelles en matière de conservation.

Dans l'ensemble, ce programme s'inscrit dans les dynamiques nationales et internationales de sauvegarde de *Pinna nobilis*, en mobilisant des approches innovantes basées sur la génétique et la restauration écologique, et positionne le CSIL comme un acteur impliqué dans les stratégies de conservation d'espèces marines menacées.

2.2 Projets exploratoires

Résurgences marines

Le CSIL poursuit le développement d'un axe de recherche dédié à l'étude des résurgences sous-marines, systèmes encore peu caractérisés en Méditerranée mais susceptibles de jouer un rôle significatif dans les échanges entre eaux continentales et milieu marin. Ces phénomènes, associés à des circulations karstiques profondes, constituent des zones d'intérêt pour l'étude des flux de nutriments, de contaminants et des dynamiques hydrologiques côtières.
En 2025, une seconde mission exploratoire a été réalisée afin d'identifier et de caractériser de nouveaux sites potentiels de résurgences. Ces investigations de terrain, basées sur des observations directes et des premières mesures in situ, ont permis de mettre en évidence plusieurs zones présentant des anomalies hydrologiques et physico-chimiques susceptibles d'indiquer des apports d'eaux souterraines en milieu marin. Bien que ces observations restent à confirmer par des analyses approfondies, elles constituent des éléments préliminaires encourageants pour la poursuite du projet.

À ce stade, les données acquises ne permettent pas de caractériser précisément le fonctionnement de ces systèmes ni d'en quantifier les flux. Le projet se situe encore en phase exploratoire, nécessitant la mise en place de protocoles d'acquisition spécifiques et le déploiement d'instrumentation adaptée (traçage, mesures physico-chimiques fines, suivi temporel).

Dans cette perspective, une structuration du projet à plus grande échelle est en cours, avec le développement d'un partenariat scientifique, notamment avec IFP Energies nouvelles. Ce travail vise à la préparation d'un dépôt de projet dans le cadre d'un appel à projets de type ANR, afin de consolider l'approche méthodologique et d'engager une phase de recherche approfondie sur ces systèmes.

Ainsi, les travaux engagés en 2025 constituent une phase d'exploration et de préfiguration d'un programme de recherche structurant, visant à améliorer la compréhension des interactions entre hydrosystèmes continentaux et milieu marin.

Projet d'étude de la macrofaune des banquettes de posidonie. Comparaison iles de Lérins / littoral urbanisé.

Le Conseil Scientifique des Îles de Lérins a engagé en 2025 un projet exploratoire visant à étudier la macrofaune associée aux banquettes de Posidonia oceanica, habitats échoués jouant un rôle écologique important en zone côtière. Ce travail s'inscrit dans une démarche comparative entre des secteurs à faible pression anthropique, notamment autour des îles de Lérins, et des zones littorales urbanisées telles que le littoral cannois (Mouré Rouge), afin d'évaluer l'influence des usages et de la gestion des plages sur la biodiversité associée.

Les banquettes de posidonie constituent des milieux transitoires complexes, servant de refuge et de zone de nourrissage pour de nombreux organismes, mais restent encore peu étudiées sur le plan de la macrofaune. Ce projet vise à caractériser la composition spécifique, l'abondance et la

structure des communautés présentes, ainsi que leur variabilité en fonction des conditions environnementales et des pratiques de gestion (notamment le nettoyage des plages et la fréquentation). Il s'inscrit dans la continuité des travaux menés notamment au sein du Parc national de Port-Cros, où les banquettes de posidonie sont reconnues comme des habitats à forte valeur écologique et font l'objet de suivis spécifiques en lien avec les enjeux de gestion du littoral.

Les premières phases du projet ont été engagées au cours de l'hiver 2025-2026, avec la réalisation de campagnes de prélèvements sur des banquettes situées notamment au Mouré Rouge. Ces prélèvements constituent une phase initiale d'acquisition de données, permettant de tester et d'ajuster les protocoles d'échantillonnage, en cohérence avec des méthodologies existantes afin de permettre à terme des comparaisons inter-sites.

À ce stade, les données restent en cours d'acquisition et ne permettent pas encore d'analyse comparative robuste. Le projet se situe en phase exploratoire, avec pour objectif à moyen terme de structurer un protocole standardisé et de constituer une base de données permettant d'évaluer l'intérêt écologique de ces habitats et leur sensibilité aux pressions anthropiques.

Dans l'ensemble, ce projet ouvre une nouvelle thématique de recherche pour le CSIL, en lien avec les enjeux de gestion du littoral et de conservation des habitats associés à la posidonie.

2.3 Participations et appuis scientifiques

Participation à un inventaire de biodiversité sous-marine – Villeneuve-Loubet

Le CSIL a participé en 2025 à un inventaire de la biodiversité sous-marine réalisé sur le littoral de la commune de Villeneuve-Loubet, dans le cadre de l'élaboration de l'Atlas de la Biodiversité Communale porté par le bureau d'étude Aquanaute Expertise. Cette mission visait à établir un état initial non exhaustif de la faune et de la flore marine sur un secteur côtier s'étendant jusqu'à 40 mètres de profondeur.

L'implication du CSIL s'est limitée à un appui opérationnel lors des campagnes de terrain, notamment à travers des missions de sécurité surface lors des plongées scientifiques.

III. IMPACT ET RESULTATS

3.1 Production de connaissances

Les activités menées en 2025 ont permis de consolider la production de données scientifiques sur les milieux aquatiques continentaux et marins. Au total, 4 suivis réglementaires de stations d'épuration et 7 suivis liés aux installations aquacoles ont été réalisés, couvrant plusieurs sites représentatifs du territoire. Ces études ont généré 227 analyses physico-chimiques et biologiques, permettant une caractérisation fine de l'état écologique des milieux conformément aux référentiels de la Directive Cadre sur l'Eau.

En milieu marin, les suivis liés aux infrastructures (émissaire Aquaviva, installations aquacoles) ont contribué à documenter à la fois l'état des milieux et les interactions entre activités humaines et écosystèmes. Ces données complètent les connaissances locales sur des secteurs encore peu suivis de manière continue.

Par ailleurs, 6 projets de recherche ont été engagés ou poursuivis en 2025, portant sur des thématiques variées telles que les flux de déchets plastiques, la pêche de loisir, la conservation d'espèces menacées ou encore les dynamiques littorales. Bien que certaines de ces données restent encore préliminaires, elles constituent une base structurante pour les années suivantes.

3.2 Contribution à la gestion des territoires

Les travaux réalisés en 2025 s'inscrivent directement dans une logique d'appui à la gestion environnementale des territoires. Les suivis des stations d'épuration ont permis d'identifier et de caractériser l'impact des rejets sur les milieux récepteurs, mettant en évidence des pressions persistantes et, dans certains cas, des dysfonctionnements ponctuels nécessitant une vigilance particulière.

Les suivis environnementaux liés à l'aquaculture ont permis de confirmer une maîtrise globale des impacts en conditions normales de fonctionnement, tout en identifiant des zones de sensibilité localisées, notamment au niveau des herbiers de posidonie sous influence directe des cages.

Le projet Pêche Azur apporte quant à lui des éléments de connaissance sur une activité peu documentée, permettant d'alimenter les réflexions sur la gestion de la pêche de loisir à l'échelle départementale. Dans l'ensemble, ces actions contribuent à éclairer la prise de décision des gestionnaires publics et privés, en apportant des éléments objectifs d'évaluation des impacts, d'identification des pressions et de validation du bon fonctionnement des installations. Elles permettent notamment de détecter des dysfonctionnements ponctuels, de qualifier l'intensité des pressions anthropiques et d'orienter les actions correctives ou les stratégies de gestion.

3.3 Développement scientifique et technique

L'année 2025 marque une montée en puissance des activités de recherche appliquée du CSIL, avec 6 projets engagés ou en cours de structuration, mobilisant plusieurs partenaires scientifiques et institutionnels.

Le projet EPIC a notamment permis le déploiement de 14 dispositifs de captation sur 6 cours d'eau, répartis sur 14 sites pilotes, avec un suivi hebdomadaire sur une période d'environ 4 mois. Ce protocole représente 224 passages terrain, traduisant un effort d'acquisition de données significatif et constituant une première base méthodologique pour l'étude des flux de macroplastiques en milieu fluvial.

Le lancement du projet grandes nacres initie une approche intégrant des outils de génétique pour la conservation d'une espèce en danger critique, ouvrant de nouvelles perspectives méthodologiques pour le CSIL.

Par ailleurs, les travaux exploratoires sur les résurgences sous-marines et les banquettes de posidonie témoignent d'une diversification des thématiques abordées et d'une volonté de développement de nouveaux axes de recherche, encore en phase de structuration.

3.4 Structuration et dynamique de projets

L'année 2025 se caractérise par une dynamique de développement marquée, avec le déploiement de 6 projets de recherche et la consolidation de plusieurs axes thématiques structurants. Afin de soutenir cette dynamique, le CSIL a répondu à 28 appels à projets au cours de l'année 2025, traduisant une stratégie active de développement et de diversification des financements.

Le projet EPIC s'inscrit dans une logique de programme pluriannuel à l'échelle transfrontalière, tandis que le projet Pêche Azur se prolonge à travers le futur programme Pacte Azur à partir de 2026. Le projet grandes nacres constitue également un axe structurant, combinant recherche scientifique et actions de restauration écologique.

Ces projets reposent sur des partenariats renforcés avec des acteurs scientifiques et institutionnels, contribuant à l'intégration du CSIL dans des réseaux de recherche et d'expertise à différentes échelles.

IV. SENSIBILISATION ET VISIBILITE

En complément de ses activités scientifiques et techniques, le CSIL a poursuivi en 2025 plusieurs actions de sensibilisation, de représentation institutionnelle et de valorisation médiatique. Au total, plus d'une dizaine d'actions et d'événements ont été réalisés ou accompagnés au cours de l'année, permettant de sensibiliser directement plus de 1000 personnes aux enjeux liés à l'environnement marin et littoral. Ces actions visent à renforcer la diffusion des connaissances scientifiques, à participer aux réflexions territoriales et à accroître la visibilité des projets portés par l'association.

4.1 Sensibilisation grand public

Le CSIL a poursuivi en 2025 plusieurs actions de sensibilisation à destination du grand public et des scolaires, autour des enjeux liés à l'environnement marin et à la préservation du littoral méditerranéen.

Dans le cadre de la campagne régionale « Inf'eau mer », à laquelle le CSIL participe depuis 2005, plusieurs journées de sensibilisation ont été organisées sur les plages des Alpes-Maritimes afin d'informer les usagers sur les enjeux liés à la qualité des eaux, aux déchets marins et aux écosystèmes côtiers. Ces interventions s'inscrivent dans une démarche régionale visant à promouvoir des pratiques touristiques plus respectueuses du milieu marin.

Le CSIL a également participé à plusieurs événements de sensibilisation organisés par les collectivités locales, notamment lors de la Fête de la mer et des littoraux à Villeneuve-Loubet, ainsi qu'aux journées de l'environnement organisées par les villes de Cannes et de Saint-Laurent-du-Var. Ces actions ont permis de sensibiliser différents publics, en particulier des scolaires, à travers des ateliers portant sur les écosystèmes méditerranéens, les pressions anthropiques et la biodiversité marine.

Dans cette même dynamique, le CSIL a accueilli une classe de première du lycée Dumont d'Urville sur les installations aquacoles de Tamaris, afin de présenter les enjeux liés à l'aquaculture marine, au suivi environnemental et à la gestion des milieux côtiers.

Le CSIL a également poursuivi sa participation au programme NaturaScan, initiative de science participative dédiée à l'observation de la mégafaune marine au sein du site Natura 2000 « Baie et Cap d'Antibes – Îles de Lérins ». Ces journées de suivi contribuent à la sensibilisation du public aux enjeux de conservation des espèces

4.2 Interventions institutionnelles

Le CSIL a poursuivi en 2025 sa participation aux réflexions et concertations liées à la gestion du littoral et des activités maritimes.

L'association a notamment pris part aux réunions de la commission des cultures marines de la DDTM, ainsi qu'à plusieurs échanges techniques portant sur les enjeux environnementaux du territoire. Le CSIL a également participé à la consultation publique relative au projet de centrale de thalassothermie porté par Énergie Marine Cannes Croisette (EMCC).

À l'échelle nationale, le CSIL a participé à une réunion du Comité France Océan organisée à Paris sur invitation de la ministre de la Transition écologique Agnès Pannier-Runacher, dans le cadre des réflexions nationales liées aux enjeux maritimes et environnementaux.

Le CSIL a également participé à l'UNOC 2025, avec un accès à la zone bleue, permettant d'assister aux échanges et initiatives internationales liés à la protection des océans et au développement des politiques maritimes.

4.3 Visibilité médiatique

Le CSIL a participé en 2025 à plusieurs actions contribuant à la visibilité des enjeux environnementaux marins et des projets portés par l'association.

L'association a notamment participé au tournage d'un documentaire consacré à l'île Sainte-Marguerite et au sanctuaire Pelagos pour TV Monaco, mettant en valeur les enjeux de biodiversité et de protection du milieu marin méditerranéen.

Le CSIL a également participé à l'accueil du voilier Santo Sospir au Port Canto dans le cadre d'actions de valorisation du patrimoine maritime et environnemental.

Dans le cadre de la semaine de l'océan organisée par Thalès, le CSIL a contribué à plusieurs actions de sensibilisation et d'échange autour des enjeux liés à la Méditerranée et aux sciences marines.

L'association a par ailleurs participé à la troisième édition du salon Mare Nostrum à La Seyne-sur-Mer, dont elle était marraine, renforçant ainsi sa visibilité au sein des réseaux liés à l'environnement marin et au territoire méditerranéen.

Enfin, le CSIL a participé au suivi scientifique du défi d'ultra-endurance « Calvi–Monaco : la plus longue nage au monde pour la Nature » porté par l'athlète suisse Noam Yaron. À cette occasion, des observations de mégafaune marine ainsi que des prélèvements de plancton, d'ADNe et de microplastiques ont été réalisés en mer durant la traversée, associant visibilité médiatique et acquisition de données scientifiques.

V. DEVELOPPEMENT ET STRATEGIE

L'année 2025 a été marquée par une dynamique importante de structuration et de développement des activités du CSIL. L'association a poursuivi une stratégie active de recherche de financements, de consolidation de ses partenariats et de construction de projets à moyen et long terme, afin de renforcer sa capacité d'action sur les enjeux environnementaux marins et littoraux.

5.1 Développement des financements et réponses aux appels à projets

Afin de soutenir le développement de ses activités, le CSIL a répondu à 28 appels à projets au cours de l'année 2025, couvrant des thématiques variées liées à la biodiversité marine, à la pollution plastique, à la pêche de loisir, à la conservation des espèces patrimoniales et à la sensibilisation environnementale.

Cette dynamique a permis la consolidation ou l'obtention de plusieurs financements structurants, notamment dans le cadre du programme européen Interreg Marittimo avec le projet EPIC, du GALPA pour les projets liés aux grandes nacres et à la pêche de loisir, ainsi qu'auprès de différents partenaires institutionnels et fondations privées.

5.2 Structuration des projets à moyen et long terme

Plusieurs projets engagés en 2025 s'inscrivent dans des dynamiques pluriannuelles visant à structurer durablement les activités du CSIL. Le projet EPIC se déploie sur plusieurs années à l'échelle transfrontalière, tandis que le programme Pêche Azur se poursuivra à partir de 2026 à travers le projet Pacte Azur.

Le lancement du projet grandes nacres ouvre également une nouvelle thématique de recherche appliquée autour de la conservation génétique et de la restauration écologique. Par ailleurs, les travaux exploratoires sur les résurgences sous-marines pourraient déboucher sur le dépôt d'un projet ANR en partenariat avec IFP Energies nouvelles.

5.3 Développement des partenariats scientifiques et institutionnels

L'année 2025 a également permis de renforcer les collaborations du CSIL avec plusieurs acteurs scientifiques, techniques et institutionnels. Les projets menés reposent sur des échanges croissants avec des structures de recherche, des collectivités, des bureaux d'études et des partenaires associatifs.

Les collaborations engagées avec l'Université de Toulon (IM2NP), IFP Energies nouvelles, Aquanaute Expertise ainsi que différents partenaires institutionnels participent à l'intégration progressive du CSIL dans des réseaux de recherche et d'expertise à différentes échelles territoriales.

Cette dynamique de partenariat constitue un levier essentiel pour le développement de projets interdisciplinaires et l'acquisition de nouvelles compétences scientifiques et techniques.

VI. PARTENAIRES DU CSIL

Le développement des activités du CSIL repose sur un réseau de partenaires scientifiques, institutionnels, techniques et associatifs intervenant à différentes échelles territoriales. Ces collaborations permettent de renforcer les capacités d'expertise, de développer des projets interdisciplinaires et de contribuer à la mise en œuvre d'actions de suivi, de recherche et de sensibilisation sur les milieux marins et littoraux.

6.1 Partenaires institutionnels

Le CSIL collabore avec plusieurs collectivités territoriales et institutions publiques engagées dans la gestion et la préservation des milieux littoraux et marins, parmi lesquelles les villes de Cannes, Théoule-sur-Mer, Mougins, Le Cannet, Mandelieu-la-Napoule, Cagnes-sur-Mer, Cap-d'Ail, Saint-Tropez, Hyères, Villeneuve-Loubet, Saint-Laurent-du-Var et Antibes, ainsi que la Principauté de Monaco.

L'association travaille également avec plusieurs structures intercommunales et organismes publics, notamment la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (CAPL), la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA), l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC), la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, l'ARS PACA, la Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture (DGAMPA), le Plan Bleu, l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC) ainsi que le Réseau Mer Provence-Alpes-Côte d'Azur.

6.2 Partenaires scientifiques et techniques

Le CSIL développe des collaborations avec plusieurs laboratoires de recherche, universités et structures d'expertise scientifique, parmi lesquels l'Université Côte d'Azur (laboratoires ECOSEAS et PTFC), le MIO (Universités d'Aix-Marseille et de Toulon), l'IM2NP et le MAPIEM (Université de Toulon), l'IMBE et le LGBP (Université d'Aix-Marseille), l'Observatoire Océanologique de Villefranche-sur-Mer, le CHU de Nice ainsi qu'Ifremer.

L'association travaille également avec différents partenaires techniques, bureaux d'études et structures spécialisées, tels que Créocéan, Cartocéan, Aquanaute Expertise, Bieau, la Maison Régionale de l'Eau, SeeOnSea, Pollustock, le CDMM, l'Observatoire du Développement Durable ainsi que Suez.

6.2 Partenaires associatifs et privés

Le CSIL s'appuie également sur un réseau d'acteurs associatifs, éducatifs et privés impliqués dans les enjeux environnementaux et maritimes. Parmi eux figurent notamment Méditerranée 2000, le CPIE des Îles de Lérins, Surfrider Foundation Europe, NaturDive, Chercheurs en Herbe, Befree2Dive

ainsi que plusieurs acteurs du secteur maritime et aquacole tels qu'Aquafrais Cannes et les aquaculteurs de la baie de Tamaris.

L'association entretient également des liens avec plusieurs structures dédiées aux sciences marines, à l'innovation et à la sensibilisation océanique, parmi lesquelles l'Institut Océanographique Paul Ricard, l'Institut Océanographique de Monaco, le Pôle Mer Méditerranée et la Plateforme Océan Climat.

VII. Communication

Site Internet : www.csil.free.fr





Facebook : www.facebook.com/CSIL.06/



LinkedIn : www.linkedin.com/company/conseil- scientifique-des-îles-de-lérins/

VIII. Ressources Humaines

Membres du Bureau

1. **ARIBAUD Luc,** Président du CSIL, Directeur Technique, retraité Lyonnaise des Eaux (SUEZ) Mougins.

2. **MOUSSEAU Laure,** Vice présidente, Enseignant-Chercheur, Institut de la Mer de Villefranche. Responsable du Service d'Observation Littoral de Villefranche (SOMLIT).

3. **PERRIMOND Denis**, Trésorier, Ingénieur Environnement, Association Région Verte - Cannes.

4. **FOSSE Thierry,** Secrétaire, Médecin CHU de Nice - Responsable de l'hygiène hospitalière.

Membres chercheurs

5. **MENEGUZ Bernard,** directeur financier.

6. **SABOURAULT Cécile**, Vice-Présidente International et Relations extérieures, Directrice de l'UMR7035 ECOSEAS CNRS, Université Côte d'Azur.

7. **STEFANINI Philippe,** ADES/ CNRS – CREAT.

8. **KOLMER François**, Ex président du CPIE Iles de Lérins et Pays d'Azur, Cannes.

9. **MAMINDY-PAJANY Yannick,** directeur recherche & innovation et international au Cerema.

Membres permanents

11. PIERRE Stéphanie, Directrice, docteur en biologie moléculaire marine de l'Université de Toulon.

12. LAGRANGE Damien, Chargé d'étude en environnement marin, diplômé d'un Master en biologie et écologie marine, Université d'Aix - Marseille.

Bilan financier Comptes 2025

Détail du compte de fonctionnement

Etat exprimé en **euros**		01/01/2025 31/12/2025 12 mois		01/01/2024 31/12/2024 12 mois		Variations	%
Total des produits d'exploitation		**244 350**	*100,00*	**97 346**	*100,00*	**147 004**	*151,01*
Prestations de services		**151 319**	*61,93*	**58 868**	*60,47*	**92 451**	*157,05*
706100	RECETTES COTISATIONS	230	*0,09*	50	*0,05*	180	*360,00*
706200	RECETTES ETUDES	144 829	*59,27*	47 525	*48,82*	97 304	*204,74*
706300	RECETTES ANIMATIONS	6 260	*2,56*	11 293	*11,60*	(5 033)	*-44,57*
Subventions d'exploitation				**38 248**	*39,29*	**(38 248)**	*-100,00*
740000	SUBVENTION VILLES DE CANNES			30 584	*31,42*	(30 584)	*-100,00*
740010	SUBVENTION AUTRES			6 964	*7,15*	(6 964)	*-100,00*
740011	SUBV. AIDE ET AT EMPLOI			700	*0,72*	(700)	*-100,00*
Dons				**230**	*0,24*	**(230)**	*-100,00*
754000	DONS RECUS			230	*0,24*	(230)	*-100,00*
Autres produits de gestion courante		**93 032**	*38,07*			**93 032**	
758000	PROD. DIVERS GEST. COURANTES	948	*0,39*			948	
758710	SUBVENTION VILLE DE CANNES	30 584	*12,52*			30 584	
758720	SUBVENTIONS AUTRES	61 500	*25,17*			61 500	
Total des charges d'exploitation		**196 639**	*80,47*	**129 532**	*133,06*	**67 107**	*51,81*
Autres achats et charges externes		**100 476**	*41,12*	**34 696**	*35,64*	**65 779**	*189,59*
604000	ACHATS ETUDES ET BROCHURES	20 896	*8,55*			20 896	
605100	ACHATS MATERIELS EQUIPEMENTS	40 726	*16,67*			40 726	
606100	PRODUITS LABORATOIRES	692	*0,28*	506	*0,52*	186	*36,80*
606110	EDF EAU	2 646	*1,08*	738	*0,76*	1 908	*258,39*
606120	GRANULE POUR POELE	68	*0,03*	52	*0,05*	16	*30,80*
606300	PETIT OUTILLAGE	3 072	*1,26*	2 590	*2,66*	482	*18,60*
606310	PETIT MATERIEL INFORMATIQUE			233	*0,24*	(233)	*-100,00*
606320	PETIT MATERIEL POUR BATEAU	1 350	*0,55*			1 350	
606400	FOURNITURES DE BUREAU	60	*0,02*	218	*0,22*	(158)	*-72,54*
613200	LOYERS + CHARGES	9 099	*3,72*	8 768	*9,01*	330	*3,77*
613210	LOCATION DIVERSES	2 499	*1,02*	1 130	*1,16*	1 369	*121,10*
613510	LOCATION BATEAU	1 500	*0,61*	1 040	*1,07*	460	*44,23*
615500	ENTRETIEN VEHICULE	150	*0,06*	95	*0,10*	55	*58,11*
615510	ENTRET. MAT. INFORMATIQUE	622	*0,25*			622	
616000	ASSURANCE	1 825	*0,75*	1 652	*1,70*	172	*10,43*
618500	SALONS	2 150	*0,88*	235	*0,24*	1 915	*814,89*
622000	HONORAIRES ANALYSES	3 550	*1,45*	7 134	*7,33*	(3 584)	*-50,24*
622600	HONORAIRES COMPTABILITE	2 894	*1,18*	3 025	*3,11*	(131)	*-4,32*
622620	HONORAIRES DIVERS			3 621	*3,72*	(3 621)	*-100,00*
623100	IMPRESSION AFFICHES			324	*0,33*	(324)	*-100,00*
625000	FRAIS DEPLACEMENTS	4 428	*1,81*	1 369	*1,41*	3 059	*223,55*
625700	RECEPTION-INVITATION	899	*0,37*	575	*0,59*	325	*56,50*
626100	PTT	121	*0,05*	181	*0,19*	(60)	*-32,95*
626110	FRAIS TELECOMMUNICATION	360	*0,15*	360	*0,37*		
627000	FRAIS BANCAIRES	196	*0,08*	196	*0,20*		
628300	COTISATION PROFESSIONNELLE	672	*0,28*	654	*0,67*	18	*2,75*
Impôts, taxes, versements assimilés		**462**	*0,19*	**1 389**	*1,43*	**(927)**	*-66,74*
633300	FORMATION CONTINUE	462	*0,19*	1 389	*1,43*	(927)	*-66,74*
Salaires et traitements		**72 566**	*29,70*	**71 153**	*73,09*	**1 414**	*1,99*
641100	SALAIRES	68 574	*28,06*	63 115	*64,84*	5 459	*8,65*
641110	STAGIAIRE	2 059	*0,84*	1 226	*1,26*	833	*67,92*
641200	PROVISION POUR CONGES A PAYER	(1 242)	*-0,51*	1 882	*1,93*	(3 124)	*-166,02*
641300	INDEMNITES DIVERSES			916	*0,94*	(916)	*-100,00*

Détail du compte de fonctionnement

Etat exprimé en **euros**		01/01/2025 31/12/2025	12 mois	01/01/2024 31/12/2024	12 mois	Variations	%
641400	TICKETS RESTAURANTS	3 176	1,30	4 014	4,12	(838)	-20,89
Charges sociales		**22 428**	**9,18**	**21 755**	**22,35**	**672**	**3,09**
645100	URSSAF	16 216	6,64	13 878	14,26	2 338	16,85
645200	COTISATIONS PREVOYANCE	1 866	0,76	1 314	1,35	551	41,96
645300	COTISATION RETRAITE	4 564	1,87	3 960	4,07	604	15,25
645800	CH. SOC./ CONGES A PAYER	(422)	-0,17	831	0,85	(1 253)	-150,81
647500	MEDECINE DU TRAVAIL	204	0,08	207	0,21	(3)	-1,45
648000	AUTRES FRAIS DE PERSONNEL			1 566	1,61	(1 566)	-100,00
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		**472**	**0,19**	**396**	**0,41**	**76**	**19,19**
681120	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	472	0,19	396	0,41	76	19,19
Autres charges		**235**	**0,10**	**143**	**0,15**	**92**	**64,69**
651100	LICENCES	224	0,09	119	0,12	105	88,38
658000	FRAIS DIVERS DE GESTION	11		24	0,02	(13)	-52,63
RESULTAT COURANT NON FINANCIER		**47 712**	**19,53**	**(32 185)**	**-33,06**	**79 897**	**248,24**
RESULTAT FINANCIER				**178**	**0,18**	**(178)**	**-100,00**
Intérêts et produits financiers				**178**	**0,18**	**(178)**	**-100,00**
768700	REVENUS DU COMPTE LIVRET			178	0,18	(178)	-100,00
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		**47 712**	**19,53**	**(32 007)**	**-32,88**	**79 719**	**249,07**
Résultat exceptionnel							
TOTAL DES PRODUITS		**244 350**	**100,00**	**97 525**	**100,18**	**146 826**	**150,55**
TOTAL DES CHARGES		**196 639**	**80,47**	**129 532**	**133,06**	**67 107**	**51,81**
Excédent ou déficit de l'exercice		**47 712**	**19,53**	**(32 007)**	**-32,88**	**79 719**	**249,07**
Contributions volontaires en nature							
Charges des contributions volontaires en nature							

Une année de consolidation et de croissance

L'exercice 2025 marque une étape importante dans le développement du Conseil Scientifique des Îles de Lérins. L'association enregistre un niveau d'activité inédit avec 244 350 € de produits, soit une progression de 151 % par rapport à 2024. Cette dynamique s'est traduite par un excédent de 47 712 €, alors que l'exercice précédent s'était clôturé sur un déficit de 32 007 €, représentant une amélioration de près de 80 000 € en une seule année.

Cette croissance repose avant tout sur le développement des activités scientifiques et techniques du CSIL. Les prestations de services atteignent 151 319 €, dont 144 829 € de recettes d'études, en progression de plus de 200 % par rapport à 2024. Les principaux partenaires de l'année ont été l'Université de Toulon, Suez Eau France et Aquafrais Cannes, illustrant la confiance accordée au CSIL par des acteurs majeurs de la recherche, de la gestion de l'eau et des milieux littoraux.

L'année 2025 a également permis de renforcer durablement la situation financière de l'association. La trésorerie disponible atteint 87 279 €, contre 16 120 € un an plus tôt, tandis que les fonds propres progressent de 36 545 € à 84 257 €. Dans le même temps, les créances clients ont été ramenées de 32 145 € à 9 542 €, témoignant d'une amélioration significative du suivi administratif et du recouvrement.

Ces résultats traduisent la montée en puissance du CSIL et confirment la pertinence de son modèle fondé sur l'expertise scientifique, la recherche appliquée et les partenariats avec les collectivités, les établissements publics, les entreprises et le monde académique. Ils constituent une base solide pour poursuivre le développement des programmes de recherche, des expertises environnementales et des actions de sensibilisation au service de la préservation des écosystèmes littoraux méditerranéens.

Programme d'activités 2026 (janvier à juin)

Etudes d'impact - Suivis environnementaux

- Suivi IBGN/IBD La Bragues T9 : Impact de la station d'épuration des Bouillides sur la Bragues (étude physico chimiques et biologiques)
- Suivi IBGN/IBD Grand Vallon : Impact de la station d'épuration de la Paoute sur le Grand Vallon (étude physico chimiques et biologiques)
- Suivi IBGN/IBD Vallon Saint Antoine : Impact de la station d'épuration Roumiguières sur le Vallon Saint-Antoine (étude physico chimiques et biologiques)
- Suivi IBGN/IBD Vence Malvan : Impact de la station d'épuration de Vence sur le Malvan (étude physico chimiques et biologiques)
- Suivi trimestriel de la qualité de l'eau autour des 4 fermes Aquafrais Cannes
- Accompagnement Suez dans le dépôt du dossier DCE (fiche innovation, suivis écologiques, …)

Projets de recherche

- Pêche de loisir année 3. Démarrage du projet Galpa.
- EPIC année 2. 4 fleuves étudiés et filets fantômes
- GALPA : Conservation des populations naturelles de nacres *Pinna nobilis*.
- Etude sur la macro faune des banquettes de posidonie. Comparaison iles de Lérins vs ville de Cannes.
- Projet crabe bleu CD06

Autres interventions

- Inf'eau Mer : Participation aux journées INF'EAU MER (Cagnes/mer, Mandelieu, Cap d'Ail, Villeneuve- Loubet, Saint-Laurent du Var).
- JME : Participation à la journée mondiale de l'environnement organisée sur l'île Sainte Marguerite par la ville de Cannes.
- Participation à l'accueil du voilier Santo Sospir par la ville de Cannes au Port Canto.
- Participation et marrainage de la 4ème édition du salon Mare Nostrum à la Seyne sur Mer.
- Participation aux journées NaturaScan. Observations de la mégafaune sur la zone Natura 2000 Cap d'Antibes - Iles de Lérins.
- Thalès : organisation de la semaine de l'océan pour la troisième année.
- Intervention lycée Jules Ferry. 2 journées de sensibilisation.

En cours - recherche de financements

- AMTI : Proposition d'essai pilote d'aquaculture multitrophique intégrée dans la Baie de Tamaris.
- GALPA : Conservation des populations naturelles de poulpe.
- GALPA : Etude crabe bleu.
- ANR Holorestore : déposé
- ANR : écriture d'un projet ANR sur l'étude des résurgences marines avec l'IFP EN.

- Fonds d'intervention maritime : Amélioration de la durabilité de l'aquaculture en remplaçant les cages classiques par des cages en cuivre, naturellement antifouling
- ANR avec Ecosea sur l'étude de la macrofaune benthique : déposé
- Feampa avec Ecosea sur l'étude des chaines trophiques autour des installations aquacoles

Bilan financier prévisionnel 2026

Nom de l'association : Conseil Scientifique des Iles de Lérins (CSIL)
BUDGET PRÉVISIONNEL ETABLI EN JUIN 2026
DU : 1er janvier 2026 AU : 31 décembre 2026

CHARGES (Dépenses)	MONTANT (en €uro)	PRODUITS (Recettes)	MONTANT (en €uro)
60 - Achats	**85714**	**70 - Ventes de produits finis, prestations de services**	**149351**
- Achats d'études et de prestations de services	69115	- Marchandises	
- Achats non stockés de matières et de fournitures	2 500	- Prestations de services - Etudes	149351
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	900	- Produits des activités annexes (animations)	
- Fournitures d'entretien et de petit équipements	12969	**74 Subventions d'exploitation**	**68708**
- Fournitures administratives	230	- Etat DREAL	
- Autres fournitures		FDVA	
61 - Services extérieurs	**15293**	AGENCE DE L'EAU	-
- Sous-traitance générale (comptabilité)	3200	ARS PACA	
- Locations mobilières et immobilières	9091		
- Entretien et réparation		- Région (s)	0
- Assurances	1652		
- Documentation - photos	150	- Département (s)	
- Divers (place au port, location salons, stands)	1200	Alpes Maritimes	15000
62 - Autres services extérieurs	**5885**	- Communes (s)	
- Rémunérations intermédiaires et honoraires		CANNES	30584
- Publicité, publications	1500		
- Déplacements, missions et réceptions	1500		
- Frais postaux et de télécommunication	850		
- Services bancaires	35		
- Divers (formation plongée)	2000	- Organismes sociaux	0
63 - Impôts et taxes	**1389**		
- Impôts et taxes sur les rémunérations	1389	- Fonds européens	23124
- Autres impôts et taxes		- CNASEA (emplois aidés)	
64 - Charges de personnel	**108292**	- Autres (*à détailler*) :	
- Rémunérations brute	107812	**75 - Autres produits de gestion courante**	**50**
- Charges patronales		- Cotisations	50
- Autres charges de personnel (mutuelle)	480	*Nombre d'adhérents*	10
65 - Autres charges de gestion courante	**150**	*Montant de la cotisation annuelle*	5
66 - Charges financières	**990**	- Autres	
67 - Charges exeptionnelles		**76 - Produits financiers**	
68 - Dotations aux amortissements	**396**	**77 - Produits exeptionnels**	
		78 - Reprise sur amortissements et provisions	
TOTAL DES CHARGES	**218109**	**TOTAL DES PRODUITS**	**218109**
Excédent de l'exercice	**0**	Déficit de l'exercice	
86- Emplois des contributions volontaires		**87 -Contribution volontaire en nature**	
Personnels bénévoles		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite des biens et prestations		Prestation en nature	
Secours en nature		Dons en nature	

(*) Préciser si les montants sont exprimés Hors Taxes en cas d'assujettissement à la TVA

Date : 01/06/2026

Nom et signature du Président : Luc ARIBAUD

Nom et signature du trésorier : Denis PERRIMOND

À NE PAS RENSEIGNER SI UN BUDGET PRÉVISIONNEL PLUS DÉTAILLÉ EST DÉJÀ FOURNI PAR L'ASSOCIATION